

L'IDEE D'EUROPE

Avant d'examiner l'Europe d'un point de vue économique, nous rappellerons les grandes caractéristiques géographiques, historiques et politiques de notre continent.

Selon une approche géographique, l'Europe s'étend de l'Atlantique à l'Oural. Cela implique, d'une part, que la Russie n'est qu'en partie européenne : la majeure partie du territoire (Sibérie) est asiatique, alors que l'essentiel de sa puissance économique se situe en Europe ; d'autre part, la Turquie, dont seulement 3 % du territoire appartient au continent européen est très clairement une nation asiatique. Enfin, subsiste un flou en ce qui concerne les Etats « caucasiens » : Géorgie, Arménie et Azerbaïdjan : si les deux premiers sont clairement de culture européenne, le dernier à dominante musulmane chiite est plus asiatique (proximité forte avec l'Iran).

Du point de vue historique, l'Europe a été marquée par une suite de fractures : dans l'Antiquité, la séparation entre le monde gréco-latin et le monde germanique et slave ; ensuite la lutte des Etats-nations (France, Angleterre) face aux empires (Empire Romain Germanique, Espagne/Autriche des Habsbourg) ; Napoléon contre la Grande-Bretagne. En parallèle, l'Europe a connu des confrontations religieuses récurrentes : la papauté contre l'orthodoxie (« le Grand Schisme » du XIème siècle) ; le catholicisme contre le protestantisme (l'épisode le plus sanglant a été la « guerre de Trente ans », entre 1618 et 1648). Enfin le XXème siècle a été marqué par des guerres « fratricides » : la Première Guerre Mondiale qui a dressé la Triple Entente (France, Russie, Royaume-Uni) contre les puissances d'Europe Centrale (Allemagne, Autriche-Hongrie), puis la Seconde Guerre Mondiale qui a vu l'Allemagne nazie affronter le reste de l'Europe ; et pour terminer, la Guerre Froide et le mur de Berlin qui ont séparé l'Europe capitaliste (de l'Ouest) de l'Europe socialiste (de l'Est).

On retrouve donc, lorsqu'on analyse l'Europe économique, les conséquences des évolutions historiques qu'a connues notre continent depuis l'Antiquité. En fait, on peut identifier 6 groupes d'Etats. Dans la première zone, on peut placer la Russie et ses satellites (Biélorussie, Arménie), plus l'Ukraine, en phase de « détachement » de son grand voisin et la Géorgie, isolée dans le Caucase. Le deuxième groupe englobe les îles britanniques, tentées par « l'attrait du large ». Dans une troisième catégorie, on peut recenser les « ex-pays de l'Est », qui ont connu le communisme pendant 44 ans (1945-1989). On peut intégrer dans un quatrième groupe, les pays de culture gréco-latine (Grèce, Italie, Espagne, Portugal, Malte, Chypre). La France apparaît de plus en plus appartenir à cette mouvance⁽¹⁾. Dans la cinquième catégorie, on placera les pays de « l'Europe du Nord » (Allemagne, Suisse, pays scandinaves, Bénélux, Finlande, Autriche⁽²⁾). Le dernier groupe concerne les Balkans, essentiellement les pays de l'ex-Yougoslavie et l'Albanie. Ayant subi successivement les rigueurs de l'empire ottoman, pendant 4 siècles, puis les dégâts du communisme, ces Etats souffrent, pour la plupart, d'un retard économique patent, qui prendra du temps à se résorber.

Si on se limite à l'Union Européenne, il y a essentiellement 3 groupes de pays : les Etats du Sud, de tradition gréco-romaine et fortement marqués par le catholicisme et des déséquilibres régionaux (tentations sécessionnistes en Espagne⁽³⁾ et en Italie⁽⁴⁾) ; les pays de l'Est, ex-communistes, dans une situation de rattrapage économique plus avancé pour certains (Pologne, Tchéquie) que pour d'autres (Roumanie, Bulgarie) ; les Etats de l'Europe du Nord, marqués surtout par le protestantisme (et l'esprit de rigueur qui l'accompagne). A ces trois groupes se rajoute le Royaume-Uni, en voie de départ⁽⁵⁾ et l'Irlande, un peu marginalisée.

Ce contexte historique influence fortement l'évolution économique du Continent. Le premier effort d'unification remonte à 1951 avec la création de la CECA (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier), qui réunissait 6 pays (la France, l'Allemagne, l'Italie et le Bénélux). Après l'échec du projet de Communauté Européenne de Défense (CED), en 1954, en grande partie à cause de la France, les 6 pays fondateurs de la CECA s'efforcèrent de passer à une étape ultérieure, le Marché Commun, en signant le Traité de Rome (1957), qui donna vie à la Communauté Economique Européenne. Celle-ci mit plus de 16 ans pour passer à 9 pays, en accueillant le Royaume-Uni, l'Irlande et le Danemark, en 1973, puis encore 13 ans pour se retrouver à 12, en intégrant la Grèce, en 1981, puis l'Espagne et le Portugal en 1986. La CEE a donc pris le temps de s'étendre : pratiquement 30 ans pour passer de 6 à 12 pays, ce qui a permis de « digérer » tranquillement cette révolution dans l'histoire européenne⁽⁶⁾.

Par contre, à partir de 1992, le rythme s'est fortement accéléré : Traité de Maastricht, prévoyant la création de l'euro en 1992 et la transformation de la CEE en Union Européenne ; accueil de l'Autriche, la Suède et la Finlande en 1995 et surtout intégration de 10 pays de l'ex-Europe de l'Est en 2004, suivie par l'arrivée de la Bulgarie et de la Roumanie en 2007 et de la Croatie en 2013. Cet élargissement rapide et conséquent (on est passé de 12 Etats membres, en 1994 à 28 en 2013, soit en moins de 20 ans) s'est accompagné d'un approfondissement accéléré de l'Union : démarrage de l'euro en 1999 ; traité de Lisbonne en 2009, signé malgré l'échec de référendums dans plusieurs pays (France, Danemark, Irlande)⁽⁷⁾ ; « espace Schengen » de libre circulation des personnes, sans frontières intérieures ; programme Erasmus d'échanges d'étudiants. Il ressort de cette évolution que la transformation de l'Union Européenne a connu un certain « emballement » qui a provoqué la montée également rapide des mouvements « euro-sceptiques » dans la plupart des pays de l'U.E. ; ce phénomène s'est amplifié récemment (Brexit, élections allemandes ou italiennes), en raison de l'absence entre autres d'une véritable politique migratoire, au niveau communautaire.

Les contradictions de l'Union Européenne se sont cristallisées dans la mise en place de la zone euro. Celle-ci, après le départ du Royaume-Uni de l'U.E., représente environ 80 % du PIB de l'Union. Les pays non-membres sont censés la rejoindre au fur et à mesure de leur rattrapage économique. C'est donc un projet essentiel de l'U.E.. Comme toute zone monétaire, la zone euro est fondée sur la convergence progressive des économies des pays-membres. Or, c'est l'inverse qui s'est produit : la divergence entre Etats s'est accrue. Un chiffre est révélateur : c'est le cours de change d'équilibre entre le dollar (monnaie internationale) et l'euro qui permet l'équilibre des échanges extérieurs, par pays. Ce cours est de 1,31 pour l'Allemagne ; 1,18 pour la France ; 1 pour l'Espagne et l'Italie ; 0,82 pour la Grèce. Rappelons que le cours réel actuel est de 1,24 dollar pour un euro ! On constate donc le manque de compétitivité criant de l'Europe du Sud. Cela reflète bien le fait que la zone euro n'est pas une zone monétaire optimale et ne s'en rapproche pas, malgré tous les efforts réalisés par les pays membres. Les explications sont connues : absence d'unification politique en parallèle, absence de politique budgétaire « fédérale » qui permette des transferts financiers des pays excédentaires vers les pays déficitaires et fortes limitations à la création d'un marché du travail unifié qui facilite la migration des travailleurs vers les zones industrielles et rééquilibre les coûts entre les différents pays et donc leur compétitivité. Sans ces catalyseurs, l'union monétaire ne peut réussir, ainsi que le démontrent les expériences historiques : échec de l'Union Latine, faute d'intégration politique ; réussite de la Confédération Germanique⁽⁸⁾, grâce à l'unification politique de l'Allemagne.

On voit donc que la zone euro est le défi incontournable pour l'avenir de l'Union Européenne. Si elle survit et prospère, elle entraînera forcément d'autres progrès dans les domaines politiques et économiques. Le principal test aujourd'hui réside dans la façon dont évoluera l'Italie, maillon faible du système. Confronté à la montée des populismes, miné par une stagnation de longue durée (l'Italie n'a pas encore retrouvée le niveau d'avant crise financière de 2008), menacé par les risques d'effondrement de son système bancaire (plus de 450 milliards de créances douteuses !), ce pays constitue un véritable défi à l'existence même de la zone euro⁽⁹⁾. Les prochains mois seront capitaux pour l'Europe et l'Italie sera le révélateur de la direction prise.

Bernard Marois

⁽¹⁾ Ces pays sont caractérisés par une base industrielle moyenne à faible, des finances publiques détériorées et une compétitivité commerciale fragile (déficits commerciaux récurrents).

⁽²⁾ L'Autriche, bien que se situant en « Europe Centrale », appartient à ce groupe, en raison de ses liens étroits avec l'Allemagne.

⁽³⁾ Catalogne et Pays Basque.

⁽⁴⁾ « Padanie » (plaine du Po), fief de la « Ligue du Nord ».

⁽⁵⁾ Il est, à l'heure actuelle, difficile d'anticiper quelle solution sera finalement adoptée, dans sa relation à l'U.E.

⁽⁶⁾ La seule innovation substantielle durant cette période a été la signature de l'Acte Unique, qui facilitait la liberté de circulation des biens, des capitaux et des hommes.

⁽⁷⁾ En fait, l'Irlande a dû faire un second référendum, accepté celui-là, et le Danemark a négocié des clauses particulières (« opt-out ») avec Bruxelles.

⁽⁸⁾ Dans un éditorial précédent, j'avais analysé en détail les précédents historiques d'Union Monétaire. On pourra donc s'y reporter.

⁽⁹⁾ Rappelons que l'Italie représente plus de 12 % de cette zone, alors que la Grèce, dont la situation reste proche de la faillite (taux d'endettement public de 175 %), ne constitue que 2 % de la zone euro.